Message Text

CONFIDENTIAL

PAGE 01 ALGIER 02876 01 OF 02 091020Z

ACTION EB-07

INFO OCT-01 NEA-10 ISO-00 FEA-01 ERDA-05 AID-05 CEA-01 CIAE-00 CIEP-01 COME-00 DODE-00 FPC-01 H-01 INR-07 INT-05 L-03 NSAE-00 NSC-05 OMB-01 PM-04 USIA-06 OES-06 SP-02 SS-15 STR-04 TRSE-00 ACDA-07 AF-08 ARA-06 EA-07 EUR-12 /131 W

----- 056400

R 090900Z DEC 76 FM AMEMBASSY ALGIERS TO SECSTATE WASHDC 5560

CONFIDENTIAL SECTION 1 OF 2 ALGIERS 2876

E.O. 11652: GDS

TAGS: ENRG, OPEC, PFOR AG

SUBJECT: OIL PRICE

REF: (A) ALGIERS 2754, (B) ALGIERS 2875

FOLLOWING IS FRENCH TEXT OF ALGERIAN AIDE-MEMOIRE REPORTED REFTEL (B).

L'AIDE-MEMOIRE DU 15 NOVEMBER 1976 EMANANT DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE A ALGER FAIT ETAT D'UNE INQUIETUDE DU GOUVERNEMENT AMERICAIN AU SUJET DE LA QUESTION DU PRIX DU PETROLE.

LES ARGUMENTS DEVELOPPES DANS CET AIDE-MEMOIRE, A
PROPOS DU PRIX DU PETROLE ET DE SES EFFETS SUR L'ECONOMIE
MONDIALE, ONT ETE SOUVENT INVOQUES, CES DERNIERES ANNEES,
PAR LES PAYS INDUSTRIALISES. CES MEMES ARGUMENTS SE SONT
TROUVES CONTREDITS PAR LES ANALYSES QUI SE FONDENT SUR LES
SEULS FAITS DONT LE CARACTERE INCONTESTABLE EST GENERALEMENT
RECONNU.

LE PREMIER DE CES FAITS, AUJOURD'HUI ADMIS PAR TOUS, EST QUE, DEPUIS TOUJOURS ET JUSQU'A L'AUTOMNE DE 1973, LE PETROLE SITUE DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT A ETE EXPLOITE AU PROFIT DES PAYS OCCIDENTAUX INDUSTRIALISES.

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 02 ALGIER 02876 01 OF 02 091020Z

LE NIVEAU ARTIFICIELLEMENT BAS DU PRIX PAYE AUX PAYS

PRODUCTEURS DE PETROLE S'EST TRADUIT PAR UN DRAINAGE DE RESSOURCES, DONT LE MONTANT S'EXPRIME EN PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIARDS DE DOLLARS US, DRAINAGE QUI S'EST OPERE AU PROFIT DES ECONOMIES OCCIDENTALES ET AU DETRIMENT DES PAYS QUI SONT LES PROPRIETAIRES NATURELS DU PETROLE.

IL EST EGALEMENT ADMIS QUE CE MEME NIVEAU DE PRIX, QUI ETAIT ANORMALEMENT BAS, ET QUI NE CESSAIT DE SE DETERIORER EN VALEUR REELLE SOUS L'EMPIRE DE L'INFLATION CHRONIQUE, A EU POUR EFFET, LA SUREEXPLOITATION D'UNE RICHESSE EPUISABLE.

PAR AILLEURS, LES HABITUDES CREES EN MATIRE D'
UTILISATION DE L'ENERGIE SE SONT SI FORTEMENT IMPLANTEES
QUE LES POLITIQUES PROCLAMEES, DEPUIS TROIS ANNEES, DAN
LE DOMAINE DES ECONOMIES D'ENERGIE, RENCONTRENT DES
DIFFICULTES DE MISE EN OEUVRE QUI SONT EVIDENTES
ET SERIEUSES. POUR LES MEMES RAISONS, LE DEVELOPPEMENT DE
SOURCES ADDITIONNELLES D'ENERGIE ACCUSE DES RETARDS
CONSIDERABLES DONT L'ECONOMIE MONDIALE EST APPELE A
SUBIR LES MEFAITS.

AINSI, LE REDRESSEMENT DU PRIX DU PETROLE DECIDE A
LA FIN DE 1973 N'A EU D'APPARENCE MASSIVE QU'EN VALEUR
RELATIVE, PUISQU'IL S'EST APPLIQUE A UN PRIX QUI ETAIT
DERISOIRE. EN VALEUR ABSOLUE, IL APPARAIT DE PLUS EN PLUS
QUE LE NOUVEAU PRIX DU PETROLE DEMEURE INFERIEUR, DANS
DES RAPPORTS CONSIDERABLES, AUX COUTS D'OBTENTION DES
ENERGIES DE SUBSTITUTION QUE LES PAYS INDUSTRIALISES,
NOTAMMENT LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, S'EFFORCENT DE
DEVELOPPER POUR REMPLACER LE PETROLE PROVENANT DES PAYS
MEMBRES DE L'OPEP.

LES STATISTIQUES EMANENT DES PAYS INDUSTRIALISES
PROUVENT QU'EN AUCUN CAS LE NIVEAU DE PRIX DU PETROLE NE
PEUT ETRE TENU POUR RESPONSABLE DE L'INFLATION; ELLES
MONTRENT TOUT AUTANT QU'IL CONSTITUE UN FACTEUR D'IMPORTANCE
MINEURE AU REGARD DU NIVEAU EFFECTIF DE CETTE INFLATION.

LES EXPERTS ECONOMISTES ET CERTAINS RESPONSABLES DES CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 03 ALGIER 02876 01 OF 02 091020Z

PAYS INDUSTRIALISES RECONNAISSENT QUE LES RECESSIONS ET L'INFLATION ECONOMIQUES MONDIALES SONT DES ETATS PREEXISTANTS AU REDRESSEMENT DU PRIX DU PETROLE ET QUE LEURS CAUSES SONT DES PHENOMENES ANCIENS, SECRETES, POUR L'ESSENTIEL, PAR LES STRUCTURES ECONOMIQUES PROPRES AUX PAYS INDUSTRIALISES ET PAR DES DECISIONS ECONOMIQUES ET MONETAIRES EMANANT DE CES MEMES PAYS. IL EST EGALEMENT DE FAIT QU'A CE JOUR, LES PAYS INTERESSES SE SONT, EN GENERAL, ABSTENUS

D'APPLIQUER LES REMEDES QUI S'ADRESSENT AUX CAUSES LES PLUS PROFONDES DES DIFFICULTES QUI AFFECTENT LEURS ECONOMIES.

A SUPPOSER MEME QUE LE FAIT DE PDO LE PRIX DU
PETROLE S'ERODER SANS ARRET PUISSE CONSTITEUR UNE SOLUTION
POSSIBLE A CES DIFFICULTES, ON NE VERRAIT GUERE POURQUOI
LES PAYS MEMBRES DE L'OPEP AURAIENT A SUPPORTER LE POIDS
D'UNE SITUATION DONT LES CAUSES RELEVANT ENTIEREMENT DES
PAYS DEVELOPPES.

LES PAYS DE L'OPEP ET, PARMI EU, L'ALGERIE, ONT NEANMOINS CONSIDERE QUE LE REDRESSEMENT DU PRIX OPERE EN 1973 A ENGENDRE UNE MUTATION, DANS LE PRIX DE L'ENERGIE, QUI POUVAIT POSER DES PROBLEMES DE READAPTATION AUX PAYS AFFECTES PAR DES DESEQUILIBRES EXTERIEURS.

AUSSI, ONT-ILS GELE LE PRIX DU PETROLE PAR DEUX FOIS DEPUIS LE 1ER JANVIER 1974 ET SE SONT-ILS LIMITES, DE SURCROIT, EN CE QUI CONCERNE LES MODIFICATIONS DE PRIX OPEREES, A DES AJUSTEMENTS PARTIELS TRES INFERIEURS AUX EFFETS EROSIFS DE L'INFLATION.

CONFIDENTIAL

NNN

CONFIDENTIAL

PAGE 01 ALGIER 02876 02 OF 02 091126Z 11 ACTION EB-07

INFO OCT-01 NEA-10 ISO-00 FEA-01 ERDA-05 AID-05 CEA-01 CIAE-00 CIEP-01 COME-00 DODE-00 FPC-01 H-01 INR-07 INT-05 L-03 NSAE-00 NSC-05 OMB-01 PM-04 USIA-06 OES-06 SP-02 SS-15 STR-04 TRSE-00 ACDA-07 AF-08 ARA-06 EA-07 EUR-12 /131 W

----- 057119

R 090900Z DEC 76 FM AMEMBASSY ALGIERS TO SECSTATE WASHDC 5561

CONFIDENTIAL SECTION 2 OF 2 ALGIERS 2876

EN DEPIT DES SACRIFICES QU'ILS ONT AINSI CONSENTIS,

LES PAYS MEMBRES DE L'OPEP, AU MEME TITRE QUE LES AUTRES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, ONT CONTINUE A SUBIR L'INFLATION QUE N'A CESSE DE SEVIR DANS LES ECONOMIES OCCIDENTALES.
CETTE INFLATION SE REPERCUTE SUR EUX, COMME SUR L'ENSEMBLE DES PAYS DU TIERS-MONDE, AVEC UN EFFET MULTIPLICATEUR,
C'EST-A-DIRE SELON UN TAUX TRES SUPERIEUR AU TAUX QUI EST DECLARE PAR LESS ORGANISMES OFFICIELS DES PAYS INDUSTRIALISES ET QUI EST CENSE MESURER L'INFLATION. SI, COMME LE MENTIONNE L'AIDE MEMOIRE, LE TAUX OFFICIEL DE L'INFLATION AUX U.S.A.
A ETE DE 12 POURCENT EN 1974 35 \$3 6 POURCENT EN 1976, IL
N'EN DEMEURE PAS MOINS VRAI QUE LES PRIX PAYES PAR LES PAYS DE L'OPEP, POUR LES PRODUITS QU'ILS ONT IMPORTES DES PAYS INDUSTRIALISES, ONT RENCHERI GLOBALEMENT DE 125 POURCENT, DEPUIS LE LER JANVIER 1974.

IL SE CONFIRME AINSI DE PLUS EN PLUS NETTEMENT QUE
DES MAJORATIONS IMPORTANTES, DEPASSANT DE TRES LOIN LES
TAUX D'INFLATION OFFICIELLEMENT DECLARES PAR LES PAYS
INDUSTRIALISES, SONT APPLIQUES AUX PRIX DES BIENS ET
SERVICES FOURNIS PAR CES DERNIERS AUX PAYS MEMBRES DE L'OPEP.

CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 02 ALGIER 02876 02 OF 02 091126Z

IL EST EVIDENT QUE SI L'INFLATION IMPOSEE PAR LES
PAYS INDUSTRIALISES AUX PAYS DE L'OPEP N'AVAIT ETE REELLEMENT
QUE DE 12 POURCENT OU 6 POURCENT, LE PROBLEME DU PRIX DU
PETROLE SE SERAIT POSE, AUJOURD'HUI, TOUT AUTREMENT.

S'AGISSANT DE LA SITUATION DES PAYS DU TIERS-MONDE
NON PRODUCTEURS DE PETROLE, LES EXPERTS ET RESPONSABLES
DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE ONT RECONNU QUE LA VERITABLE
SOURCE DES PROBLEMS DE CES PAYS RESIDE DANS L'ETAT DE
SOUS-DEVELOPPEMENT, QUI NE DATE PAS DU REDRESSEMENT DU PRIX
DU PETROLE.

CES PAYS SONT LE PLUS DUREMENT FRAPPES PAR L'INFLATION IMPOSEE PAR LES PAYS INDUSTRIALISES. COMME LES PAYS DE L'OPEP, ILS GARDENT LES TRACES PROFONDES DE L'EXPLOITATION COLONIALE QUI A SEVI AU COURS DE L'HISTOIRE A UNE VASTE ECHELLE ET QUI S'EST TRADUITE PAR L'ENRICHISSEMENT MASSIF DES PUISSANCES COLONIALES ET PAR L'APAUVRISSEMENT DRAMATIQUE DES PAYS COLONISES.

LE DRAINAGE DES RICHESSE ORGANISE PENDANT LA PERIODE COLONIALE S'EST CONTINUE PAR LES BIAIS DE L'EXPLOITATION MENEE PAR LES SOCIETES EMANANT DES PAYS DEVELOPPES; LES MECANISMES PRICIPAUX DE SYSTEME QUI REGIT L'ECONOMIE MONDIALE ET NOTAMMENT LES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES, SONT ORIENTES VERS L'EXPLOITATION ET LA

DOMINATION DES PLUS PAUVRES PAR LES PLUS RICHES.

L'AIDE-MEMOIRE MENTIONNE QUE LES PAYS INDUSTRIALISES ONT RECONNU L'OBLIGATION D'AIDER LES PAYS PAUVRES DANS LEURS EFFORTS DE DEVELOPPEMENT.

L'IMPORTANT ETANT, OUTRE LA RECONNAISSANCE DE LA NECESSITE D'UNE TELLE AIDE, SON ORGANISATION ET SA MISE EN OEUVRE EFFECTIVE, FORCE EST DE CONSTATER QUE LES PAYS INDUSTRIALISES N'ONT PAS, A CE JOUR, PLEINEMENT HONORE LES OBLIGATIONS, POURTANT MODESTES, QU'ILS ONT SOUSCRITES, EN MATIERE D'AIDE, DANS LE CADRE DE LA DECENNIE INTERNATIIONALE DE DEVELOPPEMENT.

LA CONFERENCE POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE CONFIDENTIAL.

CONFIDENTIAL

PAGE 03 ALGIER 02876 02 OF 02 091126Z

A MIS DE NOUVEAU EN EVIDENCE LE REFUS DES PAYS INDUSTRIALISES DE S'ENGAGER DANS UNE ENTREPRISE D'AIDE INTERNATIONALE EFFECTIVE EN FAVEUR DES PAYS LES PLUS DEMUNIS ET, PLUS GENERALEMENT, DE SOUSCRIRE A UN CHANGEMENT REEL DANS L'ORGANISATION DES RAPPORTS ECONOMIQUES MONDIAUX.

BIEN PLUS, LES DEBATS QUI SE SONT DEROULES DANS LE CADRE DE LA CONFERENCE POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET DANS D'AUTRES INSTANCES INTERNATIONALES, MONTRENT QUE LES PAYS DEVELOPPES ENTENDENT DETERMINER LEUR AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMNT EN FONCTION DE L'EVOLUTION DU PRIX DU PETROLE, CE QUI REVIENT, AINSI, POUR LES PAYS INDUSTRIALISES, A FAIRE FINANCER LEUR AIDE AU DEVELOPPEMENT PAR LES PAYS DE L'OPEP.

LES PAYS DE L'OPEP, QUI SONT EUX AUSSI DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, C'EST-A-DIRE DES PAYS DONT LES RESSOURCES DEMEURENT, EN DEPIT DU PETROLE, SANS COMMUNE MESURE AUCUNE AVEC CELLES QUE DETIENNENT LE PAYS INDUSTRIALISES, N'ONT PAS HESITE CEPENDANT A FOURNIR LEUR AIDE AUX AUTRES PAYS EN VOIE DE VEVELOPPEMENT, ET CE, DANS DES PROPORTION NETTEMENT PLUS IMPORTANTES QUE NE L'ONT JAMAIS FAIT LES PAYS INDUSTRIALISES.

QUANT AU PROCHAIN REAJUSTEMENT DU PRIX DU PETROLE, LES TAUX ENVISAGES, A L'INSTAR DE DEUX QUI ONT PRECEDE, SE LIMITENT A DES NIVEAUX DONT L'ORDRE DE GRANDUR RESTE TRES INFERIEUR A LA PERTE DU POUVOIR D'ACHAT, TANT A CELLE QUI A ETE ACCUMULEE DEPUIS LE LER JANIVIER 1974 QU'A CELLE MEME QUI A ETE ENGENDREE DURANT LA SEULE PERIODE QUE S'EST ECOULEE DEPUIS LE LER OCTOBRE 1974.

LA POSITION DE GOVERNEMENT ALGERIEN, QUE EST CONNUE,

EST DE SITUER CE TAUX A UN NIVEAU QUI SAUVEGARDE LES INTERESTS LEGITIMES DES PAYS PRODUCTEUR ET FAVORISE LE REDRESSEMENT PROGRESSIF DE L'ECONOMIE MONDIALE.

LA CONVICTION DU GOVERNEMENT ALGERIEN DEMEURE AUSSE QU'AUCUNE SOLUTION DURABLE NE POURRA ETRE APPORTEE AUX PROBLEMS ECONOMIQUES MONDIAUX SANS UNE REFONTE DU SYSTEME ECONOMIQUE MONDIAL ACTUEL. ALGIER, LE 4 CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL
CONFIDENTIAL
PAGE 04 ALGIER 02876 02 OF 02 091126Z
DECEMBRE 1976."
PARKER
CONFIDENTIAL

NNN

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X Capture Date: 01 JAN 1994 Channel Indicators: n/a

Current Classification: UNCLASSIFIED

Concepts: TEXT, PETROLEUM, AIDE MEMOIRE, PRICES

Control Number: n/a Copy: SINGLE Draft Date: 09 DEC 1976 Decaption Date: 01 JAN 1960 Decaption Note: Disposition Action: RELEASED Disposition Action: RELEASED
Disposition Approved on Date:
Disposition Authority: GarlanWA
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment: 25 YEAR REVIEW
Disposition Date: 28 MAY 2004
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1976AL GIER02876

Document Number: 1976ALGIER02876
Document Source: CORE
Document Unique ID: 00

Drafter: n/a Enclosure: n/a Executive Order: GS Errors: N/A

Film Number: D760454-1309

From: ALGIERS

Handling Restrictions: n/a

Image Path:

Legacy Key: link1976/newtext/t19761256/aaaabwdc.tel Line Count: 294

Locator: TEXT ON-LINE, ON MICROFILM Office: ACTION EB Original Classification: CONFIDENTIAL Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a Original Previous Handling Restrictions: n/a

Page Count: 6

Previous Channel Indicators: n/a
Previous Classification: CONFIDENTIAL Previous Classification: CONFIDENTIAL
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: 76 ALGIERS 2754, 76 ALGIERS 2875
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Authority: GarlanWA

Review Comment: n/a Review Content Flags: Review Date: 31 DEC 2003

Review Event:

Review Exemptions: n/a
Review History: RELEASED <31 DEC 2003 by GarlanWA>; APPROVED <03 FEB 2004 by GarlanWA>

Review Markings:

Margaret P. Grafeld Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 04 MÁY 2006

Review Media Identifier: Review Referrals: n/a Review Release Date: n/a Review Release Event: n/a **Review Transfer Date:** Review Withdrawn Fields: n/a

Secure: OPEN Status: NATIVE

Subject: OIL PRICE TAGS: ENRG, PFOR, AG, OPEC To: STATE

Markings: Margaret P. Grafeld Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 04 MAY 2006